

Vaud 4	Neuchâtel 5	Immigration 6	À lire 15
Migros bafoue les droits des travailleur-eusexs!	Qui sera concerné-e par la «régularisation» des sans-papiers?	Viellir entre précarité et risque d'expulsion	La rage au cœur dans un monde dévasté
Racisme 10	Édito		



Comment relancer le mouvement pour le climat?

« Nous devons abandonner la fantaisie de sortir du pétrole et du gaz » a déclaré récemment le dirigeant de la compagnie saoudienne Aramco Amin Nasser, au sommet annuel du pétrole à Houston. Cela a le mérite d'être clair. Le PDG de la multinationale ExxonMobil, Darren Woods a renchéri, en constatant qu'« on n'est pas sur le chemin d'avoir zéro émission d'ici 2050 »

Finies les belles promesses et engagements déclarés durant les différentes COP. La pratique de toutes ces multinationales des énergies fossiles est d'ailleurs conséquente. Celles-ci augmentent leurs capacités d'extraction, d'exportation et d'investissent massifs dans de nouveaux gisements.

Bien entendu, le mensonge fait partie de la stratégie de tous ces groupes. Pourtant beaucoup de personnes avaient cru que le mouvement et les mobilisations climatiques avaient permis de modifier le comportement de ces compagnies. L'argument de l'urgence climatique n'allait-il pas enfin peser de tout son poids, grâce aux rapports du GIEC, aussi bien sur les responsables politiques qu'énergétiques ?

La cupidité et l'accumulation croissante de profits n'ont aucune limite dans une économie capitaliste. Toutes les mises en garde sur la destruction de la planète et des conditions de vie de la majorité de ses habitant-es →

restent en définitive lettre morte. Priorité aux dividendes.

Face au capital et à son cynisme, seuls les rapports de force peuvent modifier le cours de l'histoire. Exiger un développement durable de nos ressources naturelles est incompatible avec la logique du profit. La régulation dans le cadre capitaliste est une illusion. Le contrôle total des robinets des puits et des pipeline est une condition indispensable pour définir une décroissance de type écosocialiste.

Aussi, il ne suffit pas de dénoncer. Pour convaincre, pour disposer d'un outil politique, pour construire un nouveau mouvement de masse, dépassant celui de 2018 dans le nombre et la durée, pour affronter les rois du pétrole et du gaz, et leurs alliés, il est indispensable d'affirmer et stimuler une nouvelle orientation. Utopique? La pire illusion serait de continuer à croire qu'il est possible de réguler ce secteur, de convaincre ses dirigeant·es que « c'est dans leur intérêt » d'adopter la transition énergétique. Comme si les capitalistes ne connaissaient pas leurs intérêts depuis longtemps!

Ces compagnies toutes puissantes et riches méritent de disparaître, pour annihiler leur immense pouvoir de nuisance. La confiscation de leurs avoirs se justifie aussi par la réparation de tous les dégâts actuels et futurs de leurs activités.

Une fois évoqué cet horizon anticapitaliste, la tâche des militant·es est de construire un nouveau réseau de masse, présent à tous les niveaux de la société. Jusqu'ici la stratégie de quelques groupes très minoritaires a montré toutes ses limites, et ne s'inscrivait pas dans la construction d'un mouvement de masse.

Les avertissements sur l'urgence ont déjà été nombreux, adressés aux pouvoirs politiques et économiques. Désormais, c'est à une autre échelle militante qu'il faut penser la lutte climatique. Le nombre et la lucidité doivent s'imposer dans la société. Nous restons optimistes sur la possibilité d'un changement politique radical. Autant s'en donner les moyens.

José Sanchez

AGENDA

Genève

DI 7 AVRIL

MANIFESTATION

« STOP IMPÉRIALISME – PALESTINE LIBRE »

15h Place de la Navigation, Genève

SA 13 AVRIL

MANIFESTATION POUR LES LUTTES DE LIBÉRATION TRANS ET NON-BINAIRES, CONTRE LA TRANSPHOBIE ET LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE

16h30 Place des Grottes, Genève

JE 18 AVRIL

COMMENT BIFURQUER? LES PRINCIPES DE LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE
Conférence-débat avec Razmig Keucheyan, économiste et Cédric Durand, sociologue

19h Maison des Associations, Genève

Org.: Groupe écosocialiste de solidarités

MA 23 AVRIL

LE FIL ROUGE

Projection de *Nausicaä de la Vallée du Vent*, (Hayao Miyazaki, 1984), suivi d'une discussion.

18h30 Cinélux, Genève

Neuchâtel

ME 10 AVRIL

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE NEUCHÂTEL À LA PALESTINE : QUE FAIRE ?

Conférence-débat avec Joseph Daher, chercheur sur le Proche-Orient et nos candidat·es aux élections communales

19h Foyer de la Maison du Concert, Neuchâtel

Vaud

SA 13 AVRIL

CYCLE DE FORMATION DE SOLIDARITÉS VAUD

⊗ L'impérialisme

Inscription par mail à :

secretariat-vaud@solidarites.ch

10h - 13h salle de réunion du restaurant Le Milan, Lausanne

NATIONAL

SA 6 AVRIL

STOP PILLAGE! MANIFESTATION CONTRE LE SOMMET DES DES PILLEURS ET DES POLLUEURS

14 H 30

PLACE DE LA RIPONNE, LAUSANNE

NATIONAL

SA 6 AVRIL

STOP PILLAGE! RÉSISTANCE FACE À GLENCORE

Conférence-débat avec Juan Pablo Gutierrez, militant du peuple Yukpa

18 H

PÔLE SUD, LAUSANNE

NATIONAL

DI 7 AVRIL

STOP PILLAGE! CONTRE-SOMMET SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES

Conférences, ateliers, repas, infokiosque, garderie. Prix libre.

Tout le programme sur stop-pillage.ch

10 H 30 - 23 H

PÔLE SUD, LAUSANNE

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadia Badoui
Clément Bindschedler
Carl Studer
Noémie Rentsch

José Sanchez
Thomas Vachetta
Relecture
Luna Allouix
Pierre Conscience
Nothilie Delbrouck
Anouk Essyad
Guy Rouge
Manolo Vuarrier

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeurs·euses, AVS/AI...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
▶ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

LA BATAILLE DES RETRAITES ET DES SALAIRES AU TESSIN

Retour sur la genèse d'ErreDiPi, un réseau de défense des retraites qui a vu le jour au Tessin dans le contexte d'une lutte autour de la caisse de pension du secteur public et qui s'organise désormais pour une amélioration des conditions salariales.

Depuis plusieurs années, le gouvernement et ses partis (tous, de droite à gauche) prônent la nécessité de « réformer » la caisse de pension du secteur public IPCT qui, selon eux, n'est plus en mesure de garantir des pensions suffisantes au regard des moyens dont elle dispose.

Une situation qui résulte non pas tant d'un dysfonctionnement « naturel » entre les recettes et les dépenses, mais d'une politique délibérée de sous-capitalisation menée depuis trois décennies par les gestionnaires de IPCT, notamment par le biais d'une réduction – à plusieurs reprises – des cotisations patronales.

Ainsi, en 2012, de l'avis de tous (partis et syndicats – à la seule exception du MPS – Mouvement pour le socialisme) on est passé de la primauté des prestations à celle des cotisations, avec une diminution moyenne des rentes futures de 20 %.

Une décision qui n'a pas été en mesure de répondre de manière adéquate au problème de la sous-capitalisation; ainsi, le conseil d'administration de IPCT a décidé – à l'unanimité, donc également avec l'accord des représentant-es syn-

dicaux-ales au conseil d'administration (CA) – d'abaisser le taux de conversion de 6,17 % à 5,25 % d'ici à 2031. Une décision qui aurait entraîné une nouvelle baisse de 20 % des rentes.

La naissance d'ErreDiPi

Jusqu'à la mi-2022, cette perspective, bien que connue depuis

plusieurs mois, n'avait pas suscité d'opposition, notamment de la part des organisations syndicales. C'est en juin 2022 que la mobilisation et le travail d'organisation ont commencé à se développer (notamment à partir des écoles) contre cette perspective d'attaque sur les retraites.

C'est là que naît ErreDiPi (réseau de défense des retraites) qui prend l'initiative de mobiliser les salarié-es du secteur public et parapublic contre la baisse du taux de conversion tant que l'employeur (le canton et les collectivités publiques concernées) n'aurait pas pris des mesures compensatoires pour éviter la diminution des revenus des retraites.

Parallèlement, ErreDiPi conteste à la fois les plans de « réorganisation » de l'IPCT et l'utilisation des cotisations d'épargne versées par les salarié-es. Cela donne lieu à une mobilisation, menée par ErreDiPi et à laquelle, *obtorto collo*, les organisations syndicales traditionnelles (SSP et syndicats chrétiens) sont contraintes de se rallier. Le premier rendez-vous est fixé à fin septembre 2022; quatre mille personnes défilent à Bellinzone, du jamais vu ces dernières années.

Une mobilisation continue

D'autres journées d'action ont suivi (marches, manifestations, agitations sur les lieux de travail, y compris des grèves) jusqu'à la discussion au Parlement. Les propositions négociées par les syndicats – bien qu'insatisfaisantes à bien des égards – permettent d'éviter les diminutions des futures pensions, surtout pour les travailleur-euses proches de la retraite.

Le Parlement et le conseil d'administration de l'IPCT ont accepté ces mesures, malgré l'opposition de l'extrême droite (Lega et UDC), qui a réussi à faire passer le référendum obligatoire. Le vote aura lieu le 9 juin. Une bataille loin d'être définitivement gagnée; et même en cas de victoire le 9 juin, de nombreux problèmes fondamentaux de l'IPCT restent en suspens, à commencer par sa sous-capitalisation.

Des pensions aux salaires

Depuis, ErreDiPi, qui représente en fait une tentative – encore fragile et incertaine – de construction d'un syndicalisme d'en bas, a élargi son action des pensions aux salaires. La compensation du renchérissement – le gouvernement ne propose qu'une allocation unique de 400 francs par an pour toutes – a fait l'objet de nouvelles mobilisations unitaires, mais dans lesquelles ErreDiPi montre sa capacité à mobiliser sur les lieux de travail (principalement dans les écoles et les services psycho-sociaux) et dans les manifestations organisées à l'issue des journées d'action.

La dernière, le 29 février, a donné lieu à des actions de grève dans différents secteurs et à une manifestation cantonale réunissant 6000 personnes : une journée de mobilisation historique.

Pour l'instant, le gouvernement ne semble pas vouloir céder et, malheureusement, les syndicats ont fait des « ouvertures » dans lesquelles ils semblent prêts à geler la hausse des prix pour 2024 et à la reporter à 2026. Une proposition à laquelle s'oppose ErreDiPi, qui envisage une nouvelle journée d'action.

Affaire à suivre...

Pino Sergi

Manifestation pour la compensation du renchérissement, Bellinzone 29 février 2024





Le député d'Ensemble à Gauche Hadrien Buclin a pris la parole en soutien aux grévistes, Écublens, 4 mars 2024

National Monde du travail Vaud

MIGROS BAFOUE LES DROITS DES TRAVAILLEUR·EUSEXS!

Alors que Migros se présente comme un employeur idéal, promouvant le « *respect mutuel* » et la « *conciliation de la vie professionnelle et privée* », sa position vis-à-vis des employé·es de Micarna met en évidence une tout autre réalité. Celles et ceux-ci ont fait grève durant cinq jours pour s'opposer à leur licenciement.

Le 29 février 2024, les employé·es de Micarna à Ecublens, une filiale du Groupe Migros spécialisée dans la production et le traitement de viande, ont lancé une grève pour contester la fermeture du site et les conditions de leur licenciement. En effet, la direction de cette entreprise n'avait pas informé les travailleur·euses de manière transparente sur la fermeture du site, ne les avait pas non plus consulté·es et refusait d'entrer en négociation avec elles et eux.

De plus, aucune solution de réengagement n'était proposée aux 84 personnes qui allaient perdre leur emploi, et le plan social restait très insuffisant, notamment sur les préretraites. Quant aux indemnités liées au départ de la société, elles sont totalement ridicules. Initialement, Migros ne prévoyait pas une indemnisation de départ en fonction de l'âge de la personne.

Des conditions de travail inacceptables

Il ressort par ailleurs que les conditions de travail au sein même de l'usine s'avèrent loin d'être « idéales », « respectueuses » ou « conciliantes » ! Les heures de travail supplémentaires s'accumulent. Selon UNIA, certaines personnes sont amenées à œuvrer jusqu'à 14 heures en une journée. En outre, des heures travail fixes ne sont pas prévues, poussant certain·es à se lever à des heures incongrues (comme 3 h du matin) pour rejoindre l'usine; ou à travailler toute la nuit.

Concernant les divers frais liés au travail, comme les transports et le logement sur place, les employé·es contestent également les indemnités offertes par Migros, les considérant trop basses. Les transports ne sont couverts que pendant 18 mois, ce qui rend les trajets rapidement chers

pour les personnes vivant loin de l'usine. De plus, les indemnités de résidence pour les salarié·es devant dormir sur place (ce qui arrive souvent visiblement) ne montent qu'à 750 francs par semaine au maximum, alors que très souvent le prix pour une nuit d'hôtel, nourriture comprise, peut s'élever à 150–200 francs. Les employé·es ont revendiqué l'augmentation de ces indemnités.

Face au cynisme de Migros, la grève!

Pour faire face au cynisme de la direction de Micarna, les employé·es se sont mobilisé·es pour défendre leurs droits et pour garantir des conditions de licenciement et un plan social dignes et respectueux.

Migros a refusé au premier abord toute discussion avec les travailleur·euses et leur représentation syndicale, puisque l'entre-

prise ne reconnaissait pas UNIA comme un « partenaire » social légitime, alors que le syndicat avait été mandaté par une majorité des employé·es.

La situation a vite attiré l'attention du monde politique. Un comité de soutien de la gauche vaudoise s'est formé, réunissant Ensemble à Gauche (dont solidaritéS), le Parti socialiste, le Parti ouvrier et populaire, Les Vert·es, les Jeunes Vert·exs et la Jeunesse socialiste. Des échos ont même atteint le Grand Conseil vaudois et la grève a été rapidement médiatisée. Après cinq jours de grève, l'entreprise a été obligée d'entrer en négociations avec le syndicat UNIA.

Face au capitalisme sauvage et à l'exploitation, organisons-nous!

Alors que les bénéfices de Migros se sont élevés à 1,5 milliard de francs en 2023 (des chiffres record !), en sachant que l'entreprise se fait des marges ahurissantes sur les produits alimentaires, rien ne peut justifier l'intransigeance et le mépris de la direction de Micarna.

La crise sociale et économique actuelle impacte fortement la population qui a vu les prix de la nourriture et de la santé augmenter massivement ces deux dernières années. Le « géant orange » a montré, une fois de plus, que ses profits valent plus que le respect des conditions de travail de ses employé·es !

Rappelons tout de même l'impact néfaste sur l'environnement d'entreprises comme Micarna. Son modèle d'élevage intensif et de production pollue et dégrade l'environnement, s'opposant à la perspective d'une société qui produit son alimentation de manière écologique et durable. Toute réponse syndicale et mobilisation doit intégrer des revendications contre les effets désastreux d'une industrie pour notre planète et les vies animales. Par exemple en priorisant des revendications pour un programme de maintien de l'emploi via une reconversion professionnelle.

solidaritéS Vaud a apporté son plein soutien aux travailleur·euses en lutte et salue le courage des grévistes qui ont décidé d'affronter ce géant économique et son cynisme brutal. La grève des travailleur·euses de Micarna met en évidence que seule l'action directe et la lutte collective des salarié·es peut remettre en cause les choix et les diktats d'un employeur, aussi puissant soit-il !

Ph. K.

QUI SERA CONCERNÉ·E PAR LA « RÉGULARISATION » DES SANS-PAPIERS?

Le 20 février 2024, les groupes POP-PS-Vert-es ainsi que Le Centre-Vert'Libéraux ont fait voter avec succès un postulat. Ce texte prévoit l'analyse de la possibilité, par l'exécutif du canton de Neuchâtel, d'une procédure collective d'examen de demandes de papiers, similaire à l'opération « Papyrus » genevoise d'il y a plusieurs années. Se seraient abstenu-es quelques PLR. L'UDC a voté contre.

Si le communiqué du POP se félicite d'une mesure de « régularisation des sans-papiers », et qu'un article de la RTS parle d'une « régularisation des étrangers sans-papiers » (formulation originale, puisqu'il n'existe pas de « Suisses sans papiers »), il est intéressant de regarder le texte de plus près.

Au niveau international, lorsque l'on parle de régularisation des personnes sans papiers, il s'agit de donner, collectivement, un statut légal de résidence à des personnes qui, selon la loi, n'y auraient pas droit, ou pas accès.

Ce n'est pas de cela dont il s'agit lors d'une opération de type « Papyrus », et ce n'est pas cela que le postulat demande d'examiner. En effet, celui-ci parle de « régulariser les personnes concernées (par exemple sur la base de l'article 30, alinéa 1, lettre b, de la Loi sur les étrangers (LEI) ». Cet article de la LEI précise :

« Il est possible de déroger aux conditions d'admission (art. 18 à 29) dans les buts suivants : (...) b) tenir compte des cas individuels d'une extrême gravité ou d'intérêts publics majeurs; »

Cet article de loi parle donc d'une analyse au cas par cas de l'éventuel droit au séjour de personnes qui se trouveraient dans une situation extrêmement grave. Il ne s'agit pas là de prendre en compte de manière collective la situation d'un groupe de personnes, en permettant la régularisation pérenne de leur séjour.

Une dérogation n'est pas un droit

En effet, cet article de loi parle de déroger aux « conditions d'admission » et ne parle donc pas du droit à obtenir un permis de sé-

jour de longue durée. Notons que cet article de loi ne précise pas non plus si (ni comment) un tel titre de séjour pourrait être renouvelé. En outre, cet article de la LEI, qui s'applique au niveau fédéral, devrait déjà concerner les personnes qui se trouvent sans statut légal à Neuchâtel.

Il ne fait nul doute que les organisations qui soutiennent les sans-papiers y ont fait appel de nombreuses fois, sans que le SMIG n'y soit vraiment sensible. Nous ne pouvons qu'espérer que le postulat obtienne au moins un changement de pratique des autorités à cet égard, sur le court ou moyen terme.

Notons que ces deux articles, de loi et d'ordonnance, sont également ceux qui ont servi de base à l'opération Papyrus à Genève. En cela, le postulat déposé à Neuchâtel n'in-

nove en rien, et ne demande rien de nouveau.

On peut donc s'étonner que le POP, comme la RTS, parlent de « régularisation » des personnes sans-papiers au sujet du postulat. On peut aussi supposer que le fait qu'une opération Papyrus relève de l'examen des dossiers au cas par cas pour l'octroi d'un permis de séjour, a aidé à remporter le soutien d'élus de la droite et du centre.

On peut également imaginer que l'échéance des élections communales dans le canton approchant et au vu des nombreuses crises qui secouent la géopolitique mondiale, certains partis ont souhaité se parer d'un vernis humanitaire.

Lutter contre le travail au noir?

Combien de personnes sans statut dans le canton de Neuchâtel se-

raient susceptibles de remplir, et de démontrer, ces critères? Si l'on souhaite soutenir les personnes sans papiers, ne vaudrait-il pas mieux considérer que c'est leur régularisation collective qui permettra leur intégration et leur indépendance financière et non pas le contraire?

On peut enfin déplorer quelques légèretés textuelles prises par le postulat. Citons par exemple celle qui affirme que l'absence de statut légal vient de « diverses raisons liées à leur parcours de vie » et qui nie implicitement que la criminalisation de l'immigration extra-européenne et les refus de titres de séjour de la part des autorités sont la cause de l'existence de sans-papiers.

Par ailleurs, le postulat parle de « lutter contre le travail au noir sur le territoire neuchâtelois ». On ne peut qu'espérer que cette lutte ne se fera pas au détriment des personnes sans-papiers qui ne rempliraient pas les critères pour obtenir un titre de séjour. Une telle lutte deviendrait alors une chasse aux personnes qui travaillent de manière irrégulière – et non pas « illégale » comme l'affirme le postulat – et qui risqueraient l'expulsion hors de Suisse.

Enfin, le postulat parle des conditions de travail déplorables des personnes sans statut qui exerceraient « une pression à la baisse sur les salaires neuchâtelois ». Rappelons que ce n'est évidemment pas la précarité imposée aux travailleurs et travailleuses qui fait baisser les salaires, mais bien le patronat et son appétit féroce pour les bénéfices.

Cabral Angel



Gustave Deghiliage

Manifestation pour le droit des migrant-es, Lausanne, 11 juin 2014

VIEILLIR EN SUISSE EN TANT QU'ÉTRANGERÈRES: ENTRE PRÉCARITÉ ET RISQUE D'EXPULSION

L'Observatoire romand du droit d'asile et des étranger·ères (ODAE romand) publie un rapport portant sur les personnes âgées étrangères en Suisse. Basé sur des témoignages, le rapport met en évidence le lien entre faibles revenus, statuts précaires et dégradation de la santé.

L'entrée dans la vieillesse engendre un risque de pauvreté pour toute une partie de la population. Pour les personnes immigrées, ce tournant du parcours de vie est souvent frappé d'une double peine : alors que de faibles revenus découlent souvent de statuts de séjour précaires, cette pauvreté engendre un risque de refus du droit de séjour, qui impacte à son tour l'accès aux droits sociaux.

Système social inaccessible

Le système social suisse est complexe, et ses différents services collaborent peu. Les difficultés pour s'orienter dans les labyrinthes administratifs ou aux guichets virtuels se renforcent pour les senior·es immigré·es qui cumulent les difficultés liées à la langue et à l'âge. Ainsi, même lorsqu'elles et ils auraient droit à des assurances ou des aides, certain·es se heurtent à des refus. Les plus vulnérables sont ainsi maintenu·es dans la pauvreté.

Pour beaucoup d'étranger·ères, demander un appui financier re-

vient en plus à s'exposer à des risques d'expulsion. En effet, depuis 2019, une révision de la loi sur les étrangers et l'intégration (art. 62 et art. 63) permet le retrait de permis de séjour pour la simple raison d'avoir recours à l'aide sociale. En conséquence, de nombreuses personnes sans passeport suisse et en situation de précarité n'usent pas de leur droit.

Une situation qui entraîne des risques de grande pauvreté, la dégradation de l'état de santé et des relations sociales.

Cumul des discriminations

Nombre de permis de séjour dépendent du fait d'avoir un emploi rémunéré. Ainsi, travailler à la maison signifie être dépendant·e de son ou sa conjoint·e pour le maintien de son permis. Une séparation est alors plus difficilement envisageable. Cette situation touche en particulier les femmes et les minorités de genre étrangères, plus souvent exclues du marché de l'emploi rémunéré et qui se retrouvent dans des

situations encore plus défavorables en vieillissant.

Par ailleurs, beaucoup de femmes immigrées qui travaillent dans l'économie domestique ont des salaires très bas ou non-déclarés. Cela se répercute à l'arrivée à la retraite puisque la rente AVS se calcule sur la base des salaires déclarés uniquement : leurs rentes sont parfois trop basses pour en vivre. De plus, lorsque la Suisse n'a pas conclu d'accord de sécurité sociale avec un État, les ressortissant·es de ce dernier doivent patienter jusqu'à 10 ans de séjour légal avant de bénéficier des prestations complémentaires.

Ainsi, nombre d'employées de l'économie domestique sont contraintes, malgré leur âge et leur état de santé, de continuer à travailler.

Statut quo sans issue

L'AVS représente une forme d'autonomie financière qui permet aux personnes ayant un permis F (admission provisoire) d'obtenir un

« Lorsque nous avons dû quitter notre appartement, on nous a conseillé d'aller au service social demander de l'aide pour être relogé. Réponse : < Nous ne traitons pas les problèmes des personnes à l'AVS >.»

Paul*, 79 ans

« J'étais trop vieux pour trouver du travail. Maintenant, je n'ai pas le droit à la retraite. »

Ghazi*, 73 ans

« Je fais des nettoyages six jours par semaine quatre heures par jour, parce que ma retraite est trop basse.»

Emanuela*, 73 ans

permis B. Lorsqu'elles n'ont pas d'emploi, les personnes avec ce statut ne cotisent pas à l'AVS. Certains cantons versent, à leur arrivée à l'âge de la retraite, une cotisation leur permettant de quand même percevoir une rente AVS. Mais ce n'est pas le cas de tous.

Pour les personnes déboutées de l'asile ou sans statut, seule l'aide d'urgence est proposée. Celle-ci est généralement de 10 francs par jour, en plus de l'hébergement collectif et de l'accès aux soins de base. Ces personnes n'ont pas le droit de travailler et ne peuvent donc pas cotiser à l'AVS. Se retrouver à l'aide d'urgence condamne les senior·es à une pauvreté sans issue et à vivre leurs années de vie restantes dans la peur du renvoi.

La dignité des personnes âgées immigrées: un enjeu de société

Ces différents obstacles à l'accès aux droits sociaux ou au renouvellement des permis de séjour ont tous pour conséquence des atteintes à la santé des personnes. D'abord sur le corps, avec parfois l'obligation de travailler encore bien après l'âge de 65 ans, quelle que soit la pénibilité de l'emploi. Pour la santé psychique ensuite, avec un stress induit par cette précarité tant sur le plan économique que sur celui du droit de séjour, qui affecte le bien-être des personnes sur le temps long.

Des personnes, qui ont pourtant contribué à la société, à qui il serait grand temps de reconnaître le droit de poursuivre une existence dans la dignité.

Aude Martenot

Rapport disponible sur odae-romand.ch. Il est accompagné d'une exposition de photographies itinérante (dates et lieux sur le site).



Emanuela (prénom d'emprunt), 73 ans

Vicky Althaus

QUAND GENÈVE A PERDU DE VUE SON HUMANITÉ

Neuf ans après la lutte acharnée de collectifs de soutien et de personnes dans l'asile pour dénoncer, et finalement faire fermer, les lieux d'hébergement souterrains, la Confédération rouvre des bunkers.

En 2015, une occupation de plusieurs mois de lieux publics (dont le centre du Grütli) avait permis de forcer les autorités genevoises à ouvrir les yeux sur leurs pratiques. La lutte avait été initiée par des personnes exilées que l'Hospice général avait placées dans des bunkers sous terre, parfois depuis un an, les forçant à vivre, selon leurs propres mots, « *comme des rats* ». Aujourd'hui, la donne est différente.

Les deux abris de protection civile (à Thônex et Plan-les-Ouates) sont des Centres fédéraux d'asile

(CFA), c'est-à-dire des espaces sous la coupe exclusive de la Confédération qui en délègue la gestion à l'entreprise privée ORS. La cinquantaine d'hommes placés dans ces souterrains sont arrivés très récemment en Suisse : ils sont dans les 140 premiers jours après le dépôt de leur demande d'asile.

Les conditions de vie dans les abris PC sont plus que spartiates (ni cuisine ni fenêtre, quelques douches pour des dizaines de lits), mais il faut également compter avec des horaires de sortie restrictifs, l'interdiction de certains pro-

duits alimentaires, ainsi que des fouilles corporelles à l'entrée par les équipes de sécurité.

Palexpo, la halle de la honte

Si ce sont aujourd'hui aux autorités fédérales que nous reprochons la mise sous terre des personnes en exil, Genève n'est certainement pas un canton modèle. Depuis des mois, le site de Palexpo héberge plus de 600 personnes dans une vaste halle, comprenant des box séparés entre eux par de simples draps accrochés à des barres métalliques. Dans ces box se trouvent quatre lits super-

posés, donc 8 places, occupées par des personnes seules, des familles, des femmes enceintes, des nouveau-nés...

Peu d'espaces communs pour vivre, pour faire ses devoirs, pour jouer. Pas de cuisine, du bruit, de la lumière... La vie dans le centre de Palexpo est tout sauf reposante et agréable. Pourtant, les personnes doivent y rester parfois six mois, voire plus...

Un accueil digne, c'est possible!

Bunkers, gigantesque halle, foyers qui ne sont pas aux normes, souvent insalubres... L'accueil à Genève est loin d'être digne pour les personnes dans l'asile. Pourtant, il serait possible de mieux faire, par exemple en réquisitionnant des immeubles vides, au nom de l'urgence et du devoir d'offrir un toit décent aux personnes qui viennent chercher refuge à Genève. Par exemple en imposant une politique du logement qui permette d'avoir suffisamment de logements à loyers abordables pour tout le monde, quel que soit son permis de séjour.

En attendant, nous continuerons de dénoncer l'entassement des personnes migrantes et le logement en bunker!

Aude Martenot



Une grande manifestation pour le logement a défilé à Genève le 23 mars.

C'est à l'appel de la coordination Ripostes urbaines, des collectifs d'habitant-exs de quartier et de l'Asloca, et aux côtés de plus d'une trentaine d'organisations que solidarités

et la Jeunesse solidaire ont participé à la grande manifestation pour le logement qui a enflammé les rues genevoises.

Un cortège bariolé et divers a déambulé pendant

presque 3 heures à travers la ville pour rappeler à toutes voix qu'un logement digne devrait être un droit et que la ville appartient à ses habitant-exs et non aux spéculateur-trices!

On notera à nouveau un fort dispositif policier déployé par les autorités comme toujours plus encline à protéger les banques et les assurances qu'à prendre en considération les justes revendications de la population.

C'est avec détermination que la foule a terminé sa marche à la Pointe de la Jonction, lieu symbolique d'une lutte populaire et joyeuse qui œuvre pour une ville accessible à toutes face aux appétits financiers démesurés des élites adeptes d'une ville gentrifiée faite d'afterworks et de SUV.

La lutte continue ces prochains mois avec de futures mobilisations et campagnes, dans la suite de notre victoire lors des votations du 3 mars dernier contre la droite qui voulait augmenter le nombre de logements en propriété par étage dans la zone du PAV, pour des logements à loyers abordables, la reconversion des bureaux vides en logements ou encore un contrôle strict des loyers contre les multiples hausses injustifiées.

Coordination de solidarités Genève

PLUS TCHAUX QUE LE CLIMAT?

Samedi 23 mars, un peu plus d'une centaine de personnes défilaient pour le climat à la Chaux-de-Fonds. Maigre bilan pour une action qui se voulait plus ambitieuse.

Annoncée l'automne dernier comme une double journée d'actions et de grèves à l'échelle nationale, son ampleur s'est rétrécie sans plus d'explications.

Le nombre d'organisations et de partis politiques en soutien augmentait lui régulièrement. Ainsi, en plus de la Grève pour le climat (GdC) et de la Grève pour l'Avenir, appelaient à la manifestation : solidaritéS, les partis Vert-es, ouvrier et populaire, socialiste, les syndicats UNIA, SSP et Uniterre, la Fédération libertaire des Montagnes, le WWF. Une liste impressionnante, sur le papier du moins. Car sur le terrain, les membres étaient aux abonnés absents.

Cette action est donc loin d'avoir contribué à relancer le mouvement climatique, à l'élargir dans ses forces militantes et à lui dessiner de futures perspectives. Au contraire, la poursuite dans

cette logique d'actions isolées et dépourvues de coordination ne peut que décourager les

maigres forces actuelles et déconsidérer la cause climatique, surtout dans sa composante la

plus radicale. Le cas neuchâtelois n'est pas un cas isolé.

Ainsi, sur le site de GdC sont annoncés deux événements ambiteux, les 19 et 26 avril. Le premier concerne la « Grève mondiale du climat » à Berne et à Zurich, le deuxième une « grève pour le climat internationale » à St-Gall.

Cela ressemble à une inquiétante fuite en avant, alors que les dérèglements climatiques s'accumulent et que les multinationales pétrolières demeurent toutes-puissantes. Une réflexion plus approfondie devient nécessaire (voir éditorial).

José Sanchez



NON À UN ACCUEIL AU RABAIS DANS LE SECTEUR DE L'ENFANCE!

En janvier, sortait le rapport du conseil d'État neuchâtelois sur la révision de la Loi cantonale sur l'Accueil des Enfants (LAE 3). Un rapport attendu depuis plus de six ans, mais loin de répondre aux attentes des professionnel·les! Les travailleur·euses ont à peine été consulté·es, et les revendications déposées par le SSP lors de la dernière grève féministe, superbement ignorées.

Ce processus d'élaboration du rapport sur l'accueil des enfants, loin d'être à la hauteur des enjeux de cette réforme, explique l'absence de nombreux thèmes essentiels dans le projet de loi : taille maximale des groupes d'enfants, mesures contre la pénibilité ou encore nombre de m² par enfant.

Autant d'éléments que l'autorité balaie comme relevant du « bon sens » ou qui seront abordés lors de la prochaine révision. Vu le temps

d'attente pour cette LAE 3, ces réponses ne sont pas acceptables!

Un élément a également fait grincer des dents les communes : le report de la charge du parascolaire 2 (8-12 ans). Cette tentative « d'équilibrer » la réforme va désormais peser sur les budgets communaux, avec des conséquences graves pour le personnel et les enfants accueilli·es, car les communes n'auront plus à respecter les directives cantonales,

telles que le taux d'encadrement (nombre d'enfants par adulte) ou le minimum de personnel éducatif formé présent.

Pour compenser le désengagement du Canton, les communes seront forcées d'augmenter encore la taille des groupes, ou d'engager des bénévoles! Cette mesure devait s'inscrire dans la mise en place du projet cantonal MAE (l'école à journée continue), mais la majorité des communes

pilotes s'en sont retirées. Une synergie qui semble mal partie!

Le personnel éducatif s'oppose aussi à la possibilité d'étendre les horaires d'ouverture des structures d'accueil sans limite claire – une mesure imposée par la droite sous couvert de « conciliation entre vie familiale et professionnelle ». Au vu de cette révision bancale, le secteur de l'enfance a donc décidé de se mobiliser, et d'adresser une pétition au Conseil d'État ainsi qu'au Grand Conseil neuchâtelois, qui traite actuellement le rapport du gouvernement en commission. Les professionnel·les sont déterminés à lutter pour pouvoir garantir un accueil de qualité à toutes les enfants!

Nathalie Delbrouck Florent Blanc

Signez la pétition :
→ neuchatel.ssp-vpod.ch

LE « POUTINISME ÉCONOMIQUE » DE LA SUISSE

À l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre d'agression russe, plusieurs manifestations de solidarité avec l'Ukraine se sont déroulées en Suisse. Discours de Josef Lang prononcé à la manifestation du 24 février 2024 à Zurich, où il s'attaque à la politique de la Suisse qui aide Poutine dans sa guerre en Ukraine.

Poutine pourrait-il encore financer sa guerre contre l'Ukraine sans les milliards qu'il doit au commerce suisse des matières premières et à ses oligarques locaux ? Les bombardiers et les missiles de Poutine pourraient-ils encore décoller sans les machines spéciales produites par des entreprises suisses ?

Des fonds et des biens pour la machine de guerre russe

La machine de guerre russe a été alimentée pendant des années par des fonds et des biens provenant de Suisse. Ainsi, près de 60 % du commerce russe de matières premières passait par la Suisse. Or, sur les 150 milliards de dollars détenus par les oligarques, seuls 8 ont été sanctionnés. Et les machines suisses à double usage livrées aux fabriques russes d'armement avant la guerre sont hors d'atteinte des sanctions.

Le capitalisme fossile et financier suisse et le capitalisme ma-

fiex russe sont étroitement liés, par le biais d'environ 2000 entreprises et banques contrôlées par des Russes en Suisse, comme Gazprom, Nordstream, Sberbank. Par les oligarques aussi, dont 85 disposent d'un « visa doré ». Et grâce à de nombreuses autres entreprises qui ont servi Poutine : Glencore, Trafigura et les grandes banques suisses.

Le Centre et le poutinisme économique

Poutine n'aurait pas pu profiter aussi massivement de l'économie suisse sans l'appui de la politique. Prenons trois exemples dans les domaines des matières premières, des oligarques et des machines. Au printemps 2006, nous, les Verts alternatifs zougois, avons dénoncé deux entreprises russes de gazoducs qui ont mené la guerre du gaz naturel contre l'Ukraine pour Poutine. Le président du PDC cantonal, Gerhard Pfister, lui aussi, a

pris une position critique... mais à notre égard. Contre nos accusations, il a défendu le « modèle de réussite zougois », avec ses nombreuses entreprises russes et ses oligarques.

Pourquoi la plupart des milliards des oligarques restent-ils à la disposition de Poutine ? Parce que la Loi sur le blanchiment d'argent n'a pas inclut les conseillers-ères juridiques et les avocat-es ! Les principaux responsables de ce trou sont les deux avocats-lobbyistes valaisans, le conseiller aux États du Centre Beat Rieder et le conseiller national Philipp Bregy, du même parti. Le trésor de guerre de Poutine est parmi les principaux profiteurs de ce trou valaisan creusé par le Centre.

D'ailleurs, le Centre, qui est toujours présenté comme particulièrement favorable à l'Ukraine, a rejeté la proposition de la Commission de politique extérieure d'un paquet d'aides de 5 milliards en faveur de l'Ukraine en juin dernier — avec le PLR et l'UDC.

Powerplay pro-Poutine des libéraux-radicaux

Pourquoi Poutine peut-il, grâce aux machines suisses, massacrer la population civile ukrainienne comme à Boutcha ? Après l'annexion de la Crimée, le Seco avait décidé de ne plus livrer de machines à double usage à la Russie, car celles-ci étaient utilisées dans la production de guerre. Contre cette mesure, pour une fois correcte, l'industrie des machines et le PLR ont installé un power-play pro-Poutine massif.

En décembre 2015, la conseillère aux États Karin Keller-Suter a exigé une libéralisation de la politique d'exportation vis-à-vis de la Russie. En mars 2016, le conseiller fédéral Johann Schneider-Amman a signifié au Seco : « pas de critères de contrôle idéologiques ». Alors que le PLR se vante d'être un parti pro-ukrainien, il est le principal responsable du fait que la Suisse ne participe toujours pas à la Task force sur les sanctions Repo (Russian Elites, Proxies and Oligarches).

La Suisse a une dette particulière

Ceci nous amène aux revendications les plus importantes :

- Confiscation immédiate des avoirs des oligarques au profit de l'aide humanitaire et de la reconstruction de l'Ukraine, selon l'article 72 du Code pénal sur la mafia.
- Introduction d'un impôt sur les bénéfices de guerre – en premier lieu au profit de l'Ukraine – pour les entreprises de matières premières qui, en 2023, ont réalisé des bénéfices nettement plus élevés qu'avant la guerre ; pour les entreprises qui produisent du matériel de guerre ; pour l'industrie pharmaceutique qui a augmenté massivement ses exportations vers la Russie ces deux dernières années.
- Application systématique des sanctions.
- Création d'une autorité de surveillance du marché des matières premières analogue à la Finma pour les marchés financiers.
- Colmatage du désastreux trou de Rieder/Bregy dans la Loi sur le blanchiment d'argent.

La Suisse utiliserait mieux les milliards de l'armement en investissant dans la reconstruction de l'Ukraine. Poutine détruit l'Ukraine aussi grâce à l'argent provenant de Suisse. C'est pourquoi notre pays a une dette particulière envers l'Ukraine.

Publié initialement sur comite-ukraine.ch
Traduction: Daniel Sürli
Version intégrale sur notre site

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Zurich le 24 février 2024



DÉCONSTRUIRE ET REJETER LA CONFUSION ENTRE ANTISIONISME ET ANTISÉMITISME

La récente publication du rapport 2023 de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) sur l'antisémitisme témoigne d'une confusion volontaire entre antisionisme et antisémitisme puisque le premier y est défini comme une « *forme d'expression contemporaine d'antisémitisme* ». Entretien avec un camarade concerné pour comprendre les termes du débat et ses enjeux stratégiques.

Qu'est-ce que le sionisme et pourquoi est-il légitime de le combattre ?

Lors de sa fondation, durant la deuxième moitié du 19^e siècle, le sionisme est la volonté de créer une nation juive. C'est alors une idée qui est assez nouvelle et qui s'inscrit à la fois dans un contexte de montée des nationalismes (se déroulant à la même période un peu partout en Europe) et dans celui de la naturalisation du concept de race (et de l'antisémitisme qui en découle). Elle se lie cependant avec le concept biblique de Retour à Sion, qui fait partie intégrante de la tradition juive (Sion étant alors localisé de manière plus ou moins précise en Terre Sainte).

Les Juif·ves de cette époque composent pourtant un peuple qui a une longue tradition de l'exil : leurs conceptions de la « patrie », bien qu'elles soient multiples, ne sont souvent pas figées dans des frontières, mais plutôt imaginées comme étant partout où les Juif·ves et leur Texte sacré se trouvent, peu importe la nation qui les entoure. Avec la création d'Israël, le sionisme, qui fut longtemps une discussion théologique et/ou communautaire sur l'exil, la nation, la culture ou encore l'assimilation, s'est cristallisé dans sa forme qu'on lui connaît encore aujourd'hui : une idéologie de nationalisme aux vues coloniales sur les terres palestiniennes, qui s'appuie en partie sur une interprétation des textes religieux juifs, mais surtout sur la répression ultraviolente des

Palestinien·nxs, la mise en place d'un apartheid, et aujourd'hui sur un génocide.

Comme l'écrit le mouvement juif antiraciste et décolonial Tsedek dans son manifeste : « *en faisant du discours religieux un discours nationaliste, le sionisme détruit et déforme les fondements du judaïsme et adopte précisément les structures à partir desquelles les juif·ves ont été historiquement exclues de la société occidentale : État-nation, colonialisme et race.* » Au delà du sionisme, il est légitime et nécessaire de condamner et de combattre un État non-démocratique d'extrême droite qui s'appuie sur la violence, l'enfermement et la mort pour rester en place, dans le silence complice de la communauté internationale depuis bientôt 76 ans.

De quelle tradition politique viennent les mouvements antisionistes ?

Si l'antisionisme vient de traditions politiques très diverses, il faut surtout comprendre que jusqu'à l'établissement de l'État d'Israël en 1948, la plupart des antisionistes étaient juif·ves : c'est alors un débat qui se déroule en grande partie en interne. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la plupart des Juif·ves, de milieux et de traditions extrêmement diverses, sont antisionistes. Les premiers à s'opposer au projet sioniste sont les Juif·ves orthodoxes, notamment pour des raisons théologiques : là où les sionistes revendiquent le

concept religieux de Retour à Sion comme justification de la création d'un État juif en Terre Sainte, beaucoup d'autres expriment alors que celui-ci est, dans la religion, censé être un événement surnaturel, ne pouvant pas se réaliser dans l'Histoire, au sein d'un pouvoir temporel, puisqu'il s'agirait de la fin de l'Histoire, du jugement dernier.

Beaucoup, aussi, s'opposent au sionisme, car celui-ci risquerait de mettre en péril leur assimilation et leurs nationalités, et par cela d'accentuer l'altérisation et les persécutions antisémites déjà dangereusement croissantes. Certains groupes dits judéo-marxistes, comme le fameux BUND (Union Générale des Travailleurs Juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie), vont également s'opposer dès le début catégoriquement au sionisme, pour des raisons plus politiques, en revendiquant une autonomie culturelle juive dans un cadre non-Étatique (en yiddish, le *doy-kait*, qui signifie en quelque sorte « ici-té »), et en refusant une équivalence entre sentiment national et territoire géographique aux frontières définies.

Après la création d'Israël, on voit de nouveaux mouvements juifs antisionistes prendre le relais, notamment des courants se formant face au traitement violent des Palestinien·nxs et à l'absence d'une législation égalitaire et non-discriminatoire, ou encore les courants antisionistes séfarades, estimant que leur libé-

ration (au sein des communautés juives) est intrinsèquement liée à celle des Palestinien·nxs.

Apprendre sur ces mouvements et leur effacement permet de mettre en avant l'histoire juive, qui, comme celle des personnes minorisées de manière générale, a longtemps été effacée. Elle est aujourd'hui « au mieux » déformée et instrumentalisée pour servir des buts politiques précis, que ce soit ceux, islamophobes et racistes, de l'extrême droite européenne, ou ceux, évidemment, des sionistes, qui font de l'histoire juive un roman national israélien, en effaçant toutes les nuances et toutes les traditions de luttes, notamment antiracistes et antifascistes, qui ont été et sont encore aujourd'hui portées par notre communauté.

Est-ce que l'antisionisme est fréquemment revendiqué par des acteurs antisémites pour justifier leurs propos racistes ?

Je pense qu'il y a de la justification de propos ouvertement racistes antisémites, comme on a pu le voir avec certaines personnalités françaises des années 2000 comme Dieudonné ou Alain Soral. Cependant, je trouve plus intéressant de réfléchir au malaise lié à une confusion entre sionisme et judéité qui existe au sein de la gauche radicale. Évidemment, cette confusion existe dans toutes les sphères politiques, mais là où des partis racistes n'ont aucune vocation à s'améliorer dans leur traitement du sujet, je pense qu'il est primordial de s'in-

« Un génocide
n'en justifie
pas un autre »
Manifestation
contre les
bombardements
israéliens sur Gaza,
Paris, 4 novembre
2023



terroger, au sein de mouvements se revendiquant antiracistes, à propos de la manière dont nous réfléchissons, combattons ou non, et parfois instrumentalisons l'antisémitisme.

Il est important de comprendre que l'antisémitisme est un racisme systémique. Les personnes juives vivent, encore aujourd'hui, des processus de racialisation, plus ou moins violents, dès le plus jeune âge (l'école est statistiquement, en France, le premier lieu d'agressions antisémites) et les judéités en elles-mêmes sont profondément marquées par les persécutions d'hier et par la montée de l'antisémitisme actuel. Quand on entend des représentant·es de premier plan la gauche française dire qu'ils ne peuvent pas être antisémites, car ils sont antiracistes, on comprend que la réflexion portée sur la nécessité de déconstruction de biais racistes, souvent inconscients, n'est pas encore arrivée jusqu'à la question de l'antisémitisme.

À cela s'ajoutent les violences perpétuées par Israël, la place d'opresseur des israélien·nxs face aux palestinien·nxs et le soutien de la communauté internationale dont celles-ci bénéficient, encore trop souvent perçu comme contradictoire avec l'existence de l'antisémitisme. En réalité, être sioniste n'est pas une preuve de respect des personnes juives, comme on peut l'observer dans de nombreux partis et gouvernements d'extrême-droite, notamment la Hongrie, qui arrive très bien à faire coexister un an-

tisemitisme virulent et un soutien inconditionnel à Israël ou encore le Rassemblement National qui, tout en menant une politique profondément raciste, se permet de participer à une marche contre l'antisémitisme.

Face à cela, nos luttes ont beaucoup à gagner à déconstruire leurs biais antisémites et à briser leurs silences voire leurs dénis face aux violences qui ont lieu, y compris en leur sein. Se revendiquer antiraciste, c'est aussi travailler à l'être. L'histoire juive et les personnes qui l'ont composée, et la composent encore, sont autant de vecteurs et d'actrices de réflexion sur la lutte contre les fascismes qui pourraient bien nous servir dans les années qui viennent.

Le récent rapport de la CICAD témoigne d'une confusion politique volontaire entre les deux termes, quel en est l'intérêt stratégique ?

Le rapport de la CICAD, qui met un signe d'égalité entre antisémitisme et antisionisme, est le résultat d'un long processus d'assimilation de la critique d'Israël à l'antisémitisme, qui s'est accentué depuis le début du 21^e siècle, tout particulièrement dans les espaces francophones. C'est un grand travail fourni par le gouvernement israélien, pour qui l'antisémitisme sert souvent de raison d'être et d'outil de promotion, avec l'aide des extrêmes droites du monde entier.

Je pense qu'il s'agit de préciser que c'est une idée qui nourrit tout particulièrement les extrêmes

droites racistes et antisémites, en leur permettant de justifier leur racisme en jouant sur l'idée d'une alliance entre extrême gauche, antiracisme et terrorisme islamiste, tout en n'aidant absolument pas les personnes victimes d'antisémitisme. En 2002, en pleine « guerre contre le terrorisme », Pierre-André Taguieff, philosophe d'extrême droite notoire, écrit qu'il existe de nombreuses « interférences de la gauche antiraciste, en particulier d'extrême gauche dite antifasciste, et certaines formes de judéophobie à base d'antisionisme frénétique ou d'islamisme fanatique. » Dans ce même ouvrage, *La Nouvelle Judéophobie*, l'auteur fonde d'ailleurs l'idée d'islamo-gauchisme.

C'est dans cette même lignée que Pascal Perri, peu après l'attaque du 7 octobre, a pu dire sur une grande antenne qu'il existait « un antisémitisme couscous », oubliant encore une fois l'histoire tragique de l'antisémitisme structurel occidental, et remettant la faute des atrocités, commises majoritairement par la même extrême droite, sur le bouc émissaire du moment.

En faisant d'antisémitisme et antisionisme un synonyme, les extrêmes droites occidentales et israéliennes se nourrissent l'une l'autre de manière plus ou moins conscientes : les premières n'aidant pas les personnes victimes d'actes antisémites et favorisant celui-ci, créant donc un besoin de protection des personnes juives tout en plaçant Israël comme l'État pro-

tecteur de ceux-ci, et les deuxièmes en mettant en scène, par l'instrumentalisation des mouvements de libération palestiniens, un « antisémitisme arabe » qui permet aux premières de justifier leurs politiques racistes et islamophobes. Ensuite, ce signe d'égalité constitue, comme nous l'avons vu, un réel déni de l'histoire juive, une forme de révisionnisme de celle-ci, et un effacement des luttes menées dans nos communautés.

Le seul effet possible du lien, construit, entre une communauté et un État menant actuellement une politique génocidaire est d'accroître l'antisémitisme et de diviser les luttes antiracistes. Israël fait du mal aux Juif·ves du monde entier. Aujourd'hui de nombreuses Juif·ves combattent l'État d'Israël, en son sein ou ailleurs, car ils savent qu'on ne peut pas laisser nos histoires entre les mains des gouvernements d'extrême droite d'Israël et d'ailleurs, et que les traumatismes intergénérationnels qui coulent dans nos veines ne seront jamais apaisés par plus de massacres, de terreurs et de violences.

C'est en 1982, après les massacres qui suivent l'invasion du Liban par Israël, qu'on voit les premières pancartes « *Pas en mon nom* » dans les manifestations françaises pour la libération des Palestinien·nxs, et elles y resteront tant que certain·es tenteront d'instrumentaliser nos histoires pour en faire justifier le sionisme meurtrier.

Propos de SVR recueillis par la rédaction. ■

COMMENT LUTTER CONTRE L'OPPRESSION ET L'OCCUPATION?

Samedi 23 mars, avant la manifestation nationale pour la Palestine à Lausanne, s'est tenue une conférence organisée par la section vaudoise de solidarités. Celle-ci avait pour thème les liens existants entre les luttes contre les régimes réactionnaires et/ou d'occupation en Palestine, en Ukraine et en Syrie. Retours sur les interventions de Monira Moon, membre de BDS France, Nataliya Tchernalykh, membre du Comité Ukraine Genève et Joseph Daher, militant de solidariÉS Vaud.

Monira Moon,
Nataliya
Tchernalykh
et Joseph
Daher lors de
la conférence
Palestine/Syrie/
Ukraine: lutter
contre l'oppression
et l'occupation.

Quelle est la situation en Syrie depuis le processus révolutionnaire enclenché en 2011; en Ukraine depuis l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass de 2014; en Palestine depuis 1948 et plus spécifiquement depuis le 7 octobre ?

Depuis plusieurs décennies, les États occidentaux et les médias tentent de présenter Israël comme étant le seul État démocratique du Moyen-Orient, alors qu'il s'agit d'un État colonial et d'apartheid. Ces deux représentations différentes conduisent à deux interprétations du 7 octobre. D'un côté, un État souverain attaqué par une organisation terroriste et, de l'autre, un gouvernement colonial qui subit des attaques d'un peuple opprimé qui résiste. Une certaine lecture, même à gauche, consiste à voir ces dernières comme étant une réaction face à un gouvernement israélien d'extrême-droite. Or, comme l'a justement rappelé Monira Moon, la colonisation de la Palestine a également été menée par des gouvernements de gauche, notamment travailliste entre 1968 et 1977.

Le colonialisme, qu'il soit de droite ou de gauche, dépossède, tue, humilie. Le fait que le gouvernement soit d'extrême-droite ne rend que plus visible, dans les discours et les pratiques, le racisme et la colonisation.

Depuis le 7 octobre, les Palestiniens subissent ainsi une déshumanisation constante qui contribue à la légitimation de leur

génocide. Le ministre israélien de l'Énergie, Israël Katz, a ainsi clairement indiqué ce qu'il souhaitait faire des populations civiles de Gaza, leur couper tout simplement les vivres. Ce qui est constitutif, avec l'intention, du crime de génocide. La plainte de l'Afrique du Sud, bien que nécessaire, ne sera pas suffisante pour le stopper et seul un changement dans les rapports de forces politiques le pourra.

En ce qui concerne l'Ukraine, si la guerre impérialiste a commencé en 2014, avec l'annexion de la Crimée, Nataliya Tchernalykh a rappelé que l'impérialisme russe est aussi vieux que son homologue européen et remonte au 18^e siècle. Au cours du 20^e siècle, le masque du socialisme a permis de le rendre moins visible – pour certaines – jusqu'en 1994, date de la première guerre de Tchétchénie.

En 2014, après la destitution du président pro-russe Ianoukovitch, la Russie a annexé la Crimée. Cela n'a pas découragé l'Europe qui a poursuivi ses importations d'hydrocarbures et les différents contrats qui la liaient à la Russie. En 2023, l'Ukraine n'a regagné qu'1 % de son territoire occupé. Si l'aide internationale et les envois d'armes permettent à l'Ukraine de résister et de ne pas perdre, elle ne lui permet pas non plus de gagner la guerre.

En 2011, le processus révolutionnaire syrien a éclaté dans le sillage des autres soulèvements populaires régionaux débutés en Tunisie et en Égypte. D'abord populaire

et pacifique, la révolution syrienne s'est peu à peu militarisée et a progressivement pris la forme d'une guerre civile qui s'est progressivement internationalisée avec les interventions de multiples acteurs régionaux et internationaux.

Le soulèvement populaire syrien a subi les assauts de plusieurs acteurs contre-révolutionnaires en commençant par le régime syrien despotique, suivi par les forces intégristes islamiques, et enfin les acteurs étatiques régionaux et internationaux. Tous s'opposent aux aspirations initiales des classes populaires syriennes pour la démocratie, l'égalité et la justice sociale.

Aujourd'hui, la Syrie est fragmentée entre divers acteurs politiques : le régime de Bachar el-Assad contrôle à un peu moins de 70 % du territoire syrien. Le nord-ouest est divisé entre l'occupation turque et le mouvement salafiste djihadiste de Hayat Tahrir Sham. Le nord-est syrien, quant à lui, est sous le contrôle de l'Autorité Autonome du Nord Est de la Syrie, dominé par les forces kurdes du PYD (le Parti de l'Union Démocratique).

Au-delà de la paix

Cette première partie de présentation des trois contextes a été suivie d'une discussion sur le rapport au concept de paix : que répondre à celles et ceux qui préconisent dans chacun des cas que « *la solution, c'est la paix* » ? À l'inverse, pour nous qui soutenons les résistances populaires comme moyen

de libération, quelles campagnes de solidarité concrète mettre en place ? Que dire des actions de boycott et des sanctions, dans chacun de ces trois cas ?

Pour les trois intervenant·es, l'enjeu n'est pas une paix superficielle, mais la justice. Les Israélien·nes disaient vivre en paix avant le 7 octobre. Depuis 1948, et même bien avant, il n'y a en revanche jamais eu de paix pour les Palestiniens·nes. La colonisation a continué, même durant les processus d'Oslo. Dans le cas ukrainien, ce concept a été mobilisé par Poutine lorsqu'il a envahi l'Ukraine. Réclamer la paix maintenant signifierait légitimer l'invasion et reconnaître les territoires occupés par la Russie. Dans le contexte syrien et plus largement pour l'ensemble de la région, la demande de paix mobilisée par les classes dirigeantes européennes signifie surtout éviter de nouvelles « crises migratoires » et encourager des mesures pour lutter contre le « terrorisme », en favorisant les structures autoritaires.

Quant aux différents accords de normalisation entre Israël et les États arabes, ils visent à stabiliser la région afin de favoriser l'accumulation du capital et permettre la croissance des profits pour les élites régionales. Du point de vue de ces dernières, la question palestinienne leur pose de nombreux problèmes : les manifestations pour la Palestine sont généralement accompagnées de protestations contre leurs propres régimes et leurs politiques.

STOP APARTHEID FREE PALESTINE

solidarités



Guillaume Matthey

Quels boycotts ?

En ce qui concerne les sanctions et les boycotts, les intervenant·es ont rappelé qu'il faut les penser en analysant finement les contextes et leurs effets sur les classes populaires.

Les sanctions visant les institutions militaires, les groupes armés, ainsi que les élites politiques et économiques participant aux massacres et répressions des classes populaires doivent être soutenus. Les sanctions globales occidentales envers la Syrie, qui contribuent à l'appauvrissement de la population doivent en revanche être critiquées et dénoncées. Elles ne permettent pas un changement de politiques du régime syrien et peuvent encourager une forme de division, à la fois sociale et politique, entre les Syrien·es qui vivent dans le pays et celles et ceux qui vivent à l'étranger, empêchant la création d'une solidarité internationale.

Les campagnes comme BDS s'avèrent en revanche efficaces pour affaiblir économiquement et politiquement Israël, campagne que les États ont d'ailleurs appliquée d'une certaine manière envers la Russie. La plupart des entreprises qui étaient visées par BDS Palestine depuis des années ont directement fermé leurs enseignes en Russie aux premiers jours de l'invasion.

Les États soutiennent les sanctions en faveur de l'Ukraine, alors que BDS est criminalisé dans de ces mêmes pays. Or, les mesures prises contre la Russie pourraient s'avérer extrêmement efficaces si elles

étaient appliquées à Israël. Par exemple, l'exclusion des banques israéliennes du système de paiement interbancaire SWIFT constituerait une arme efficace pour mettre à terre l'économie du pays.

Les sanctions contre la Russie n'ont cependant été que partiellement efficaces, le régime ayant pu les contourner et les éviter en partie. Pour qu'elles le soient, elles ne doivent pas toucher uniquement les oligarques, mais également les entreprises européennes basées en Europe. C'est par leur biais que la Russie a pu s'approvisionner. Le cas des biens à double usage – utilisables à la fois dans le domaine civil et militaire – exportés par des entreprises basées en Suisse et qui se retrouvent dans des armes russes est un bon exemple. Il est donc également nécessaire geler les avoirs des capitalistes suisses et européen·es qui vendent des armes à la Russie.

Pour un internationalisme par en bas

Pour conclure, les trois intervenant·es ont rappelé la nécessité de soutenir l'autodétermination des peuples occupés et opprimés, par tous les moyens, indépendamment de l'opresseur.

Plus généralement, la conférence partait d'un constat : celui du double standard entre la situation de l'Ukraine et de la Palestine. Double standard sur la qualification de la résistance et le droit à résister ; sur le soutien ou non à cette résistance par le biais de boycott, de sanctions et d'envoi d'armes, avec

un soutien – insuffisant certes – envers le peuple ukrainien et, à l'inverse, un soutien idéologique, politique et militaire au régime occupant d'Israël.

L'une des explications à cet état de fait à tient à la nature des deux régimes occupants : Israël est le produit de l'Europe coloniale, nationaliste et raciste et joue un rôle central pour cette dernière dans la région, à la fois comme point d'appui géostratégique au Moyen-Orient et comme force contre-révolutionnaire contre toute tentative pour remettre en cause l'impérialisme occidental dans la région. La Russie, à l'inverse, est présentée comme l'ennemi historique des États occidentaux, et surtout agit comme un impérialisme concurrent.

Ce double standard se retrouve également dans les politiques d'asile, basée sur des critères raciaux : alors que les Ukrainien·es ont été massivement accueilli·es – à raison – par les États européens et la Suisse, les Syrien·es et les Palestinien·es n'ont pas bénéficié des mêmes politiques.

Face à ce constat, se pose la question de la manière dont les forces de la gauche internationale interviennent. Une partie de la gauche, considérant hypocrite le soutien occidental à l'Ukraine (et surtout à une certaine Ukraine néolibérale et nationaliste) a ignoré les luttes et revendications des Ukrainien·es de gauche, et plus largement des classes populaires ukrainiennes, tout en reprenant à

son compte la propagande de l'État russe. Cette position campiste qui voit la Russie comme une force anti-impérialiste pose plusieurs problèmes. Cette grille d'analyse ne voit que les régimes et les blocs et oublie les classes populaires en lutte.

Ces régimes réactionnaires, qu'ils soient syriens ou russes ne peuvent en aucun cas être des alliés de la gauche internationaliste. Ils oppriment leurs fractions populaires, et bombardent celles de nationalités différentes.

La seule réponse possible de notre camp est l'internationalisme des peuples en luttes, contre celui des régimes autoritaires, qui malgré des intérêts parfois divergents se soutiennent mutuellement.

Enfin, il faut réaffirmer que nos soutiens ne vont pas aux dirigeant·es – groupes ou individus – qu'ils soient à la tête des États qui résistent comme Zelensky ou des mouvements comme le Hamas, mais aux peuples en lutte eux-mêmes. De plus ce soutien ne doit pas être sélectif. Le droit à la résistance aux peuples opprimés et occupés est un principe fondamental. Ce qui ne veut en aucun cas dire, d'une part, qu'il faut soutenir les projets politiques que ces derniers peuvent porter et, d'autre part, qu'il faut s'empêcher de critiquer, voire s'opposer – parfois vivement – à ceux-ci.

Que vive la lutte des peuples palestiniens, syriens, ukrainiens et de tous les autres !

Térence Durig

SUCCÈS DU PARTI COMMUNISTE À SALZBOURG: UN TOURNANT SOCIO-ÉCOLOGIQUE?

Le Parti communiste autrichien (KPÖ) a remporté un succès étonnant lors des élections municipales du 10 mars dans la ville de Salzbourg. Depuis, pas mal de gens de gauche, surtout en Allemagne, pensent que le KPÖ est un modèle à suivre. Mais il n'y a pas de modèle...

Le 10 mars, le KPÖ a obtenu 23,1% des voix dans la ville de Salzbourg et a ainsi décuplé sa représentation au Conseil municipal, passant de 1 à 10 sièges. Kay-Michael Dankl, le candidat du parti à la mairie, a même obtenu 28 % des voix, reléguant le candidat du parti conservateur ÖVP (Österreichische Volkspartei) à la troisième place. Le 24 mars, le deuxième tour du scrutin pour la mairie a finalement été remporté par le social-démocrate (SPÖ) Bernhard Auinger avec 62,5 % des voix, contre 37,5 % pour Kay-Michael Dankl.

Le grand perdant des élections était le parti conservateur ÖVP, qui avait détenait la mairie depuis 2017. Il a chuté de 36,7 % à 20,8 % des voix. Le SPÖ a certes réussi à se stabiliser à 25,6 %, mais il a obtenu son plus mauvais résultat depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le parti populiste de droite, voire d'extrême-droite, FPÖ, a progressé à 10,8 %, ce qui est toutefois nettement inférieur à ses propres attentes.

Le KPÖ Salzbourg a confirmé sa progression amorcée lors des élections régionales du 23 avril 2023 dans le Land de Salzbourg. Il avait obtenu 11,7 % des voix dans ce Land conservateur et 21,5 % des voix en ville de Salzbourg. C'était une grande surprise et a permis au parti de revenir au parlement pour la première fois depuis 1949. Rappelons que le KPÖ était sorti premier parti de la ville de Graz lors des élections communales de 2021 avec plus de 29 % des voix. Et

le parti avait obtenu 0,69 % des voix lors des élections nationales de 2019.

Le gouvernement de la ville de Salzbourg est formé d'une coalition multipartite fonctionnant selon le principe du consensus. Durant la dernière législature, elle a été dirigée par l'ÖVP et soutenue harmonieusement par les Verts et le SPÖ. Le Land de Salzbourg a été gouverné jusqu'à 2023 par une coalition conservatrice-libérale-verte. Les gouvernements de la ville et du Land ont mené une politique particulièrement antisociale et nuisible à l'environnement. La politique du logement du gouvernement régional s'est orientée vers une promotion réactionnaire de la propriété privée.

Le logement, thème central

Le coût élevé du logement est depuis des années un problème majeur pour de nombreux-ses salarié-es. Les propriétaires de longue date en profitent. La construction de logements se concentre sur des appartements lucratifs dans le segment haut de gamme. Contrairement à Vienne ou Linz, Salzbourg ne construit pas de logements communaux. Pour de nombreux-ses salarié-es, le coût du logement est devenu insupportable. La situation s'est aggravée en raison de la hausse considérable des coûts de l'énergie.

Lors de la campagne électorale, le KPÖ s'est limité au thème du « logement abordable », sujet de société le plus brûlant à Salzbourg.

Le KPÖ exige la construction de logements locatifs subventionnés, l'achat de terrains par les pouvoirs publics pour la construction de logements subventionnés et la reprise de la construction de logements communaux. Le KPÖ ne pose cependant aucune exigence qui irait au-delà d'un programme d'atténuation sociale. La question de la propriété privée reste par exemple taboue. Le KPÖ fait ce que le SPÖ faisait historiquement, mais de manière encore plus timide. L'éloquence ainsi que l'attitude simple et modeste de leur candidat Kay-Michael Dankl ont été un facteur essentiel de son succès électoral. Il a réussi à ramener systématiquement chaque question d'interview au thème central du « logement abordable ».

Pas de changement décisif

Le succès électoral du KPÖ correspond-il à un virage à gauche de la société ou même à un renforcement des positions socio-écologiques par les électeur-ices? Le KPÖ a réussi à attirer de nombreux abstentionnistes. Le résultat des élections exprime donc aussi un mécontentement de ceux d'en bas contre ceux d'en haut. Le succès du KPÖ montre que dans la situation actuelle, un petit collectif peut construire en quelques années une organisation qui change le paysage partisan. Les rapports de force sociaux n'ont cependant guère évolué. Ni les syndicats, ni par exemple le mouvement climatique ou les initiatives antiracistes n'ont réussi à imposer des succès mesurables. Bien au contraire, les conditions générales sont particulièrement défavorables à de véritables réformes sociales et écologiques.

Christian Zeller

Kay-Michael Dankl lors de la fête de campagne du KPÖ au soir des élections, Salzbourg, 10 mars 2024





Les personnages du roman participent à la défense d'une forêt. Expulsion de la ZAD de la Colline, avril 2021

À lire Écologie En mouvement

LA RAGE AU CŒUR DANS UN MONDE DÉVASTÉ

Dans son troisième roman, Thomas Flahaut nous plonge dans un futur proche glaçant, où capitalisme et État policier se donnent la main, ravageant les êtres et les paysages.

À la lecture du résumé, on retient des mots comme *forêt*, *militants*, *résistance*, on les met en relation avec le prénom du titre qui désormais évoque toutes les luttes, toutes les ZAD, et on se dit qu'on sera en terres amies, en militance romanesque et, mise en appétit, on court chez la librairie.

Explosion et solitude

Ensuite, le livre nous expose à la figure. L'auteur nous avait avertie à la première ligne « *ça commence quand ça explose* ». Ça explose aux Verrières, ville imaginaire du département du Doubs, proche de la frontière suisse, qui hébergeait déjà les personnages du roman précédent (*Les Nuits d'été*)¹.

Puis le livre nous brûle les mains, dans une vallée, « le Val », tout aussi imaginaire, quelque part entre la frontière italienne et Anancy, où la forêt a brûlé, intensément et longtemps.

Jérôme vit dans cette vallée, dans le lieu-dit le Désert, une ancienne station de ski où souffle « *ce vent-là, le vent de la montagne vide, qui fait tourner la centaine d'éoliennes. Plus rien ne vit dans cette vallée, si ce n'est les ombres tournoyantes de leurs pales dans la lumière rasante de la fin d'après-midi* ». Il y vit en ermite, en compagnie d'un âne, car il a perdu Camille. Il ne cesse de perdre Camille, sa presque sœur, parachutée dans sa vie enfantine solitaire aux Verrières, recueillie par le père de Jérôme suite au décès de ses parents.

La résistance par bribes

Car Camille résiste, lutte, toujours plus fort, plus loin. Ils avaient commencé ensemble, en donnant forme à leurs idéaux libertaires dans un mini groupe terroriste fondé avec Yvain, qui se prénomme Tony quand il était encore un ado comme les autres aux Verrières.

Le trio squatte, manifeste, fait péter un peu, à Paris. Mais Camille disparaît, elle ne se contente pas de la maison rouge où défilent jeunes femmes et hommes révoltés et se réchauffent l'âme durant des nuits bavardes, enfumées et alcoolisées. Camille veut plus, Camille s'en va.

On devine les ZAD, la résistance contre de nouvelles autoroutes ou la ligne de train à grande vitesse de trop. Elle réapparaît brièvement,

puis s'en va à nouveau, on devine Standing Rock. Un jour, c'est la disparition de trop, Jérôme apprend la mort de son père, leur père; il ne cherche plus Camille et s'endeuille, pour longtemps.

Pendant ce temps, une forêt, la Cingle, est défendue contre la voracité énergétique des hommes : scarabées et miliant-es d'un côté, tractopelles et BAC de l'autre. Ça tourne mal, il faut des cabanes dans les arbres pour l'ultime résistance. On contacte Jérôme, il fut étudiant en architecture du temps de la maison rouge, il saura transformer des palettes en cabane. Ça se termine mal, la chute est inévitable.

À la recherche de Camille

Dans le roman qui navigue dans les temporalités, le personnage principal est Jérôme qui reste quand Camille s'en va. Il reste sur ses questions sans réponses, reste à la lisière du monde, cherchant dans le passé l'impossibilité de son futur. Il est immobile même quand il est mobile, au volant de la Volvo sans âge de son père, traversant la France pour rejoindre Yvain qui lui, sait souvent où est Camille.

Le dispositif narratif a ceci de particulier qu'on n'a pas un accès direct à Camille, on ne saisit sa rage qu'au travers du regard de Jérôme, un regard éteint et impuissant, à l'image du paysage.

Au fil de la lecture, on voudrait se dire qu'on tient entre ses mains un roman d'anticipation, on aimerait se réfugier dans le confort de l'adjectif « dystopique » (cet adjectif qui pullule partout depuis quelques années). On voudrait s'exclamer « non, mais il exagère ! ».

Mais on sait que ce monde-là est en marche et que la « *transition énergétique* » fera tomber, dans la violence, des arbres et des Camille avec. Aucun apaisement, jamais, au fil des 284 pages, et une seule issue : « *dans la nuit, avec les siens, disparaître* ».

Cornelia Hummel

¹ J'ai tenté de chercher Les Verrières, je me suis même rendue à Les Verrières (Suisse), et sa voisine Verrières-de-Joux (France) mais la taille de ces villages ne correspond pas aux Verrières de l'auteur. Cette précision s'adresse à celles et ceux qui, comme moi, cherchent à situer les lieux des récits.



Thomas Flahaut, *Camille s'en va*, Paris, Éditions de l'Olivier, 2024

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

433

4 04
2024

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Monde du travail**
La bataille des retraites et des salaires au Tessin

4 **Monde du travail**
Migros bafoue les droits des travailleur-euxes!

5 **Immigration**
qui sera concerné-e par la « régularisation » des sans-papiers

6 **National**
Vieillir en Suisse en tant qu'étranger-ères: entre précarité et risque d'expulsion

7 **Genève**
Logement des personnes dans l'asile: quand Genève a perdu de vue son humanité

Loyer abusif - pavé explosif!

8 **Écologie**
Plus Tchaux que le climat?

Non à un accueil au rabais dans le secteur de l'enfance !

9 **National**
Le « poutinisme économique » de la suisse

10-11 **Racisme**
Déconstruire et rejeter la confusion entre antisémitisme et antisémitisme

12-13 **International**
Palestine/Syrie/Ukraine: Comment lutter contre l'oppression et l'occupation?

14 **International**
Succès du parti communiste à Saïzbour: Un tournant socio-écologique?

15 **À lire**
la rage au cœur dans un monde dévasté



8 mars 2024, Genève